

Hommage N° 1 à la révolution des soviets libres

Camillo Berneri L'État et les classes ¹

Lénine, en 1921, définissait l'État soviétique russe comme « un État ouvrier avec une déformation bureaucratique dans un pays à majorité paysanne ». Cette définition doit être aujourd'hui modifiée de la façon suivante : l'État soviétique est un État bureaucratique où une moyenne bourgeoisie bureaucratique et une petite bourgeoisie ouvrière sont en voie de formation, tandis que survit la moyenne bourgeoisie agraire.

Boris Souvarine, dans son livre sur *Staline* (Paris, 1935), trace ce portrait de l'aspect social de l'URSS :

« La société dite soviétique repose à sa manière sur une exploitation de l'homme par l'homme, du producteur par le bureaucrate, technicien du pouvoir politique. À l'appropriation individuelle de la plus-value se substitue une appropriation collective par l'État, défalcation faite de la consommation parasitaire du fonctionnarisme. [Staline a compté pour 1933 environ 8 millions de fonctionnaires et employés dont il est impossible de chiffrer le salaire utile. Mais] la documentation officielle ne laisse aucun doute : sur le travail des classes subjuguées soumises à un *sweating system*² inexorable, la bureaucratie prélève une part indue correspondant plus ou moins à l'ancien profit capitaliste. Il s'est donc formé autour du parti une nouvelle catégorie sociale intéressée au maintien de l'ordre établi et à la perpétuation de l'État dont Lénine prédisait l'extinction à mesure de la disparition des classes. Si les bolchéviks n'ont pas la propriété juridique des instruments de production et des moyens d'échange, ils détiennent la machine d'État qui leur permet toutes les spoliations par divers détours. La seule latitude de pouvoir imposer des prix de vente plusieurs fois supérieurs aux prix de revient recèle le véritable secret de l'exploitation bureaucratique-technocratique, caractérisée au surplus par l'oppression administrative et militaire. »³

Le bonapartisme n'est que le reflet politique de la tendance de cette nouvelle bourgeoisie à conserver et accroître sa propre situation économique-sociale.

Dans l'appel du bolchévik léniniste Tarov [Armenak Manoukian] au prolétariat mondial en 1935, on lit :

« La tâche de la bureaucratie du parti consiste seulement dans l'isolation et dans la torture des oppositionnels jusqu'à ce qu'ils deviennent publiquement des chiffons, c'est-à-dire de malheureux sujets apolitiques. Justement le bureaucrate ne veut pas que tu sois un communiste véritable. Il n'a pas besoin de ça. Pour lui c'est nuisible et mortellement dangereux. Le bureaucrate ne veut pas de communistes indépendants, il veut de misérables serviteurs, des égoïstes et des citoyens du dernier ordre. [...] Serait-il possible que sous un véritable pouvoir prolétarien la lutte contre la bureaucratie, contre les voleurs et brigands qui s'approprient impudemment le bien soviétique et qui sont la cause de la perte de centaines de milliers d'hommes par le froid et par la famine ; serait-

¹ Publié dans *Guerra di classe*, 17 octobre 1936. L'auteur s'était déjà occupé du problème dans un article –« État et bureaucratie en Russie' – paru dans *Umanità Nova* le 29 décembre 1923, ainsi que dans d'autres, qui sont en partie repris ici. (Note du recueil de textes *Scritti scelti di Camillo Berneri Pietrogrado 1917 – Barcellona 1937*, Milan, Sugar, 1964, p. 203).

² *Sweating system*, un système de production éreintant.

³ Boris Souvarine *Staline (Aperçu historique du bolchevisme)* Paris, Plon, 1936, p. 516.

il possible qu'une lutte ou une simple protestation contre ces misérables soit considérée comme un crime contre-révolutionnaire ? »⁴

L'énorme tragédie de la lutte entre les oppositions « révolutionnaires » et l'orthodoxie « conservatrice » est un phénomène tout à fait naturel dans le cadre du socialisme d'État. L'opposition léniniste a bien raison d'indiquer au prolétariat mondial les déformations et les dégénérescences du stalinisme, mais si le diagnostic de l'opposition est presque toujours exact, l'étiologie⁵ est presque toujours insuffisante. **Le stalinisme n'est que la résultante de la concrétisation léniniste du problème politique de la révolution sociale. S'opposer aux effets sans remonter aux causes, au péché originel du bolchévisme (dictature bureaucratique comme fonction de la dictature de parti), équivaut à simplifier arbitrairement la chaîne de causalité qui va de la dictature de Lénine à celle de Staline sans solutions profondes de continuité.** La liberté à l'intérieur d'un parti qui nie le libre jeu de concurrence entre les partis d'avant-garde au sein du système soviétique serait, aujourd'hui, un miracle spectaculaire. L'hégémonie ouvrière, l'absolutisme bolchévique, le socialisme d'État, le fétichisme industriel : ces germes corrupteurs ne pouvaient que donner des fruits empoisonnés tel que l'absolutisme d'une fraction et l'hégémonie d'une classe.

Trotsky en saint Georges en lutte contre le dragon stalinien ne peut faire oublier le Trotsky de Kronstadt. La responsabilité du stalinisme actuel revient à la formulation et à la pratique de la dictature du parti bolchévique ainsi qu'à l'illusion de l'extinction de l'État comme fruit de la disparition des classes sous l'action du socialisme d'État.

Quand Trotsky (le 6 décembre 1935) écrit : « L'absurde historique de la bureaucratie autocrate dans une société sans classe ne peut être soutenu et ne sera pas soutenu indéfiniment », il dit une chose absurde en ce qui concerne « l'absurde historique ». En histoire il n'y a pas d'absurdité. Une bureaucratie autocrate est une classe, donc il n'est pas absurde qu'elle existe dans une société où demeurent les classes : la classe bureaucratique et la classe prolétarienne. Si l'U.R.S.S. était une société « sans classes » ce serait aussi une société sans autocratie bureaucratique, autocratie qui est le fruit naturel de la permanence de l'État.

C'est à cause de sa fonction de parti dominant la machine étatique que le parti bolchévique est devenu un centre d'attraction pour les éléments petits bourgeois carriéristes, et pour les ouvriers paresseux et opportunistes.

La plaie bureaucratique n'a pas été ouverte et infectée par le stalinisme : elle coexiste avec la dictature bolchévique.

⁴ Appel au prolétariat mondial [<https://www.marxists.org/francais/4int/ogi/divers/tarov.htm>] Évadé d'URSS en 1934, Manoukian publie son Appel à Paris en 1935 « Ce document relata son expérience et alerta l'opinion publique sur le sort des prisonniers politiques détenus en URSS. Il fut diffusé par la presse trotskyste internationale accompagné d'un commentaire de Trotsky. » *Dictionnaire biographique mouvement ouvrier mouvement social*. Armenak Manoukian ou Manouchian dirigeait un groupe à Paris qui faisait des attentats contre les nazis et leurs collaborateurs. Une partie du groupe fut arrêtée. La propagande fasciste allemande et française placarda « L'affiche rouge » dans tout Paris et en province en indiquant uniquement les noms de 10 camarades (dont Manouchian, arménien) antifascistes d'Espagne, d'Italie, de Hongrie et de Pologne, combattant en France. Le 21 février 1944 vingt trois camarades de France et d'ailleurs étaient fusillés et plus tard une camarade décapitée en Allemagne.

⁵ Partie de la science médicale qui étudie et recherche les *causes* des maladies. Le diagnostic n'est que la *constatation* de la maladie.

Voici des nouvelles de 1918 et de 1919 publiées par la presse bolchévique⁶. La *Vetchernaïa Izvestia* du 23 août 1918, parlant de la désorganisation du service postal, constate que, malgré la diminution de 60 % de la correspondance, le nombre des employés, comparé avec la période antérieure à la révolution, a augmenté de cent pour cent.

La *Pravda* du 11 février 1919 signale la création continuelle de nouveaux bureaux, de nouvelles institutions bureaucratiques, pour lesquels on nomme et rétribue des employés avant que ces nouvelles institutions ne commencent à fonctionner. « Et tous ces nouveaux employés - dit la *Pravda* du 22 février 1919 - envahissent, occupent des palais entiers, alors que, vu le nombre, quelques pièces seraient suffisantes. »

Le travail est lent, obstructionniste même dans les bureaux à vocation industrielle.

« Un employé du commissariat de Lipetzk - rapportent les *Izvestia* du 29 novembre 1918 - pour acheter neuf boîtes de clous au prix de 417 roubles a dû remplir vingt formulaires, obtenir cinq ordres et treize signatures, et pour les avoir il a dû attendre deux jours, parce que les fonctionnaires qui devaient signer étaient introuvables. »

La *Pravda*, N° 281, dénonçait « l'invasion de notre parti par les éléments petits bourgeois », qui faisaient des réquisitions « d'ordre personnel ». Dans le numéro du 2 mars 1919 ce même journal constatait :

« Il faut reconnaître que ces derniers temps des camarades, qui sont pour la première année au parti communiste, ont commencé à se servir de méthodes de travail inadmissibles dans notre Parti. Se faisant un devoir de ne tenir aucun compte de l'avis des organisations locales, se croyant chargés d'agir personnellement sur la base d'une autorité assez limitée, ils ordonnent, commandent à tort et à travers. De là vient le mécontentement latent entre le centre et la périphérie, une suite d'abus provoqués par leur dictature individuelle. »

Parlant de la province de Penza, le commissaire du peuple des affaires intérieures soulignait :

« Les représentants locaux du gouvernement central se conduisent non comme les représentants du prolétariat, mais comme de vrais dictateurs. Une série de faits et de preuves attestent que ces singuliers représentants se rendent les armes à la main chez les gens les plus pauvres, leur prenant tout le nécessaire, menaçant de tuer et, quand on proteste, ils frappent avec des bâtons. Les affaires ainsi réquisitionnées sont revendues et avec l'argent reçu ils organisent des scènes d'ivresse et d'orgies. » (*Vetchernaïa Izvestia*, 12 février 1919).

Un autre bolchévik, *Mescheriakov*, écrivait :

« Chacun de nous voit chaque jour d'innombrables cas de violence, d'abus, de corruption, de fainéantise, etc. Tous savent que des crétins et des incapables sont entrés en masse dans nos institutions soviétiques. Nous regrettons tous leur présence dans les rangs du Parti, mais nous ne faisons rien pour nous laver de ces impuretés. [...] si une institution chasse un incapable, on en trouve tout de suite un autre pour le remplacer et on lui confie un poste de responsable. Souvent au lieu d'une punition il a un avancement ». (*Pravda*, 5 février 1919.)

⁶ Il faut savoir que les exemples de Berneri sont authentiques et que les critiques des bolcheviks (comme aujourd'hui en Chine et en Corée du Nord) visent toujours un aspects et non pas sa cause (voir la note 8).

Dans un discours prononcé au VIIIème congrès du Parti Communiste russe (11-12 mars 1919) Lénine avouait :

« On voit çà et là s'agripper à nous des arrivistes, des aventuriers qui se proclament communistes et nous trompent ; qui se sont jetés vers nous parce que les communistes sont maintenant au pouvoir ; parce que les éléments plus honnêtes parmi les «ci-devant» fonctionnaires ne sont pas venus travailler avec nous à cause de leurs idées rétrogrades ; tandis que les arrivistes sont dépourvus d'idées, dépourvus d'honnêteté. Ces gens, qui ne cherchent qu'à se faire bien voir [...] »⁷

Le gouvernement bolchévique s'est montré impuissant face à la bureaucratie, pléthorique, parasitaire, despote et malhonnête.

De cinq millions de bureaucrates, on est arrivé à près de dix millions. En 1925 il en avait 400.000 fonctionnaires dans la coopération (*Pravda*, 20 avril 1926).

En 1927 la fédération russe des ouvriers de l'alimentation avait bien 4.287 fonctionnaires sur 451.720 membres et le syndicat des métallurgistes de Moscou 700 fonctionnaires pour 130.000 cartes syndicales. (*Trud*, 12 juin 1928.)

Cette bureaucratie pléthorique ne répond pas à une activité administrative intense et efficace.

« La direction de l'appareil soviétique, de la base au poste le plus élevé, a une fonction paperassière. Le comité provincial envoie habituellement une ou deux circulaires par jour sur toutes les questions possibles et imaginables et estime avoir ainsi rempli ses obligations. [...] Le nombre de circulaires, qui donnent des directives, reçues par les cellules, varient entre trente et cent par mois. » (*Pravda*, 7 juin 1925.)

Un haut fonctionnaire, Dzerjinsky, écrivait :

« On exige des entreprises les informations les plus diverses, des rapports, des données statistiques, qui forment dans notre complexe un torrent de papier qui oblige à employer un personnel excessif et qui noient le travail réel ; on crée un océan de papier dans lequel se perdent des centaines de personnes ; la situation de la comptabilité et de la statistique est tout simplement catastrophique ; les entreprises supportent avec lassitude le fardeau de fournir des informations sur des dizaines et des centaines de formes différentes ; on mesure maintenant la comptabilité en pouds [Un poud 16,380 kg]. » (*Pravda*, 23 juin 1926.)

Une entreprise forestière réclame le nombre de perdrix, de lièvres, d'ours, de loups, etc., vivant dans le secteur du fonctionnaire consulté, et cela, dans un délai d'une semaine (*Krasnaïa Gazeta*, 14 mai 1926). La direction provinciale de l'agriculture de Viatka propose au comité exécutif du canton de compter les verres de terre trouvés dans les champs (*Pravda*, 1 mars 1928).

Le rapport du Commissariat du Commerce, contient 27.000 demandes : un rapport agraire ukrainien en contient 20.000 (*Izvestia*, 11 décembre 1927). Un comité exécutif local envoie au soviet du village un questionnaire avec 348 questions, et ce, pendant la récolte du blé (*Pravda*, 18 avril 1928). L'institut d'agronomie expérimentale publie une feuille d'enquête de six mètres de long et totalement pleine de questions sur des tracteurs (*Diednot*, 1 avril 1929).

⁷ <https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1919/03/d8c/vil19190300-06c8.htm>

Au XVème Congrès du Parti, Staline a cité le cas, parmi beaucoup d'autres, d'un mutilé qui a dû attendre sept ans un appareil de prothèse⁸. Un ouvrier qui doit faire une réclamation contre l'administration d'une entreprise doit effectuer 24 formalités bureaucratiques (*Trud*, 14 janvier 1928). Un atelier enregistre 210 contrats par ouvrier admis, et portant le personnel est très instable (*Trud*, 5 août 1928). Une montre importée en URSS passe la douane après 142 formalités (*Izvestia*, 9 décembre 1928). Un inventeur, venu à Moscou pour faire une expérience, a dû faire des démarches pour obtenir une chambre. Un an et demi plus tard, il ne l'a toujours pas, mais pour y arriver il a rempli 400 documents pour la bureaucratie (*Vechernaya Moskva*», juin 1929).

Les fonctionnaires du Parti sont surchargés de travail. Kamenev, avant d'être limogé, était membre du Comité central et du Bureau politique du Parti, président du Conseil du Travail et de la Défense, président du Soviet de Moscou, vice président du Conseil des commissaires du peuple, membre de la présidence collective du Conseil économique supérieur, membre du Comité central exécutif de l'Union et du Comité exécutif du Soviet de la République, directeur de l'Institut Lénine, co-directeur de *Bolchevik*, revue officielle du Parti, et la liste de ses fonctions et de ses postes n'est certainement pas complète. Même les petits dirigeants sont surchargés de tâches et de toute sorte de postes. Un jeune communiste déclarait occuper à lui seul seize fonctions. (*Pravda*, 21 mars 1925).

Avec une bureaucratie aussi pléthorique un mécanisme administratif si compliquée, un contrôle si minimal il est naturel que le vol soit une des caractéristiques de la vie bureaucratique de la Russie. Un haut fonctionnaire syndical, Dogadov, rapportait au Conseil central des syndicats en 1925, que presque la moitié (47 %) du budget de la confédération syndical russe (700 millions de roubles) était dévorés par les fonctionnaires (*Pravda*, 9 décembre 1926). En un an 5.323.000 roubles avaient été dilapidés dans les coopératives (*Torgovo-Promychnaïa Gazeta*, 23 mai 1926).

Toute la presse bolchevique des années suivantes est pleine de nouvelles sur les malversations bureaucratiques dans les coopératives, Tomsy, maintenant président de la confédération des syndicats russes, disait lors du VIIIème Congrès de la Centrale syndicale :

« Où vole-t-on ?... Partout : dans les comités d'usines, dans les caisses de secours mutuel, dans les cercles, dans en les sections régionales, départementales et de districts ; en un mot : partout. Il existe même une rubrique intitulée « Inconnu », si le vol a eu lieu quelque part, mais nous ne savons pas où. Et qui vole ? Pour la plus grande honte de notre institution, je dois dire que les présidents sont des capitalistes. Comment répartir les vols du point de vue politique ? De façon inégale entre les communistes, et aussi entre les personnes dont l'orientation politique est « Inconnue ». En ce qui concerne la jeunesse, la situation est angoissante. Le personnel actif syndical ne comprend, à tous les niveaux, pas plus de 9 % de jeunes, mais on a jusqu'à 12,2 % de voleurs. »

En novembre 1935 *Il Risveglio* de Genève a publié la lettre d'un employé d'hôtel où, entre autres choses, on lit :

«En 1925, en mars, durant la foire internationale de Lyon, je me trouvais au *Nouvel Hôtel*, où le propriétaire, fasciste à cent pour cent, avait reçu avec les honneurs

⁸ C'est le problème que soulevait le dissident soviétique Andreï Sakharov, en recevant le prix Nobel de la Paix en 1975. https://www.jp-petit.org/sakharov/discours_prix_nobel_sakharov/discours_prix_nobel_fr.htm

correspondant une mission soviétique. Elle occupait les meilleures chambres, que le propriétaire faisait payer 120 francs par jour par personne, des prix qui à cette époque étaient exorbitants, mais que les bolcheviks payaient sans discuter. Et bien, j'ai pu constater qu'ils avaient en fait les mêmes vices que la noblesse russe. Au diner, à table, ils s'enivraient au cognac, et au nom de la dictature du prolétariat ils se faisaient servir les meilleurs vins de Bordeaux.»

Le « respect des apparences » aboutit à des habitudes luxueuses et vicieuses, et ces habitudes entraînent la corruption.

La *Pravda* du 16 octobre 1935, dénonçait deux cas de corruption bureaucratique dignes d'être signalés :

« L'"Industrie forestière", organe du Commissariat du peuple pour cette industrie, avait reçu de l'argent, en cachette, du trust Ukrqiness, du Département des Combustibles du Commissariat des Voies et Communications, et d'autres organisations de l'économie. L'"Industrie forestière", organe du Commissariat du même nom, avait encaissé de l'argent, toujours de manière illicite, de l'administration de l'industrie locale de Kiev, du département) du coton du Commissariat de l'agriculture, du trust du coton et du trust du cuir et de la peau.»

Les journaux russes sont pleins de faits en rapport à la corruption de la bureaucratie, et d'informations sur « l'épuration du Parti ». Effectivement l'épuration consiste à l'élimination des éléments qui « ne sont pas dans la ligne ».

Voici des cas typiques, extraits de *Bolchevistskaya Pechat* (numéros 13 et 14 de l'année 1935). On a révoqué le rédacteur en chef de *Kommunist* de Seratov, secrétaire de la section locale du parti communiste, non pas - selon le journal - parce qu'il suivait une « ligne politique erronée », mais parce que le chef du personnel Davidovov avait donné des preuves de sa « négligence criminelle », d'avoir engagé des correcteurs et des rédacteurs d'origine non prolétarienne ou suspecte :

Goverdovski « dont les parents avaient été expulsés de Moscou » : la citoyenne Znamenskaia « fille d'un officier blanc tué pendant la guerre civile » : la citoyenne Gontchareneva expulsée de Moscou comme contre révolutionnaire : l'homme de lettres Lardi « expulsé du Parti pour décomposition complète (sic), ex-noble, avec une tante en Pologne » : le photographe Kruscinski expulsé du Parti pour être allé en Lettonie sans autorisation et qui a des parents dans ce pays : la citoyenne Rounguis, parente d'une femme condamnée pour avoir participé à une association de bandits⁹.

Les fonctionnaires un peu indépendants et plus honnêtes et capables, sont systématiquement éliminés, alors que les opportunistes, presque tous vénaux et incapables, sont gardés dans leurs postes.

Même les postes du Parti sont devenus des sinécures stables. La circulation des dirigeants est actuellement interdite. Cependant, les statuts du parti communiste russe ont établi qu'on changeait tous les ans les dirigeants du parti, des syndicats et des soviets, un certain Kakhiani a été durant huit ans de suite secrétaire du Comité Central du parti communiste géorgien¹⁰.

⁹ La caractéristique du « socialisme réel » a toujours été de considérer les membres de la famille et les amis proches d' « ennemis du peuple » comme des ennemis en puissance. Un trait plus religieux que scientifiques, que les marxistes occidentaux ont accepté sans rechigner, dans la grande majorité des cas.

¹⁰ Berneri n'indique pas que cette constatation est citée dans l'Appel de Tarov-Manoukian.

Tout cet État de choses favorise la consolidation de la bureaucratie et de la technocratie comme classe.

Dans son livre *Vers l'autre flamme* paru à Paris en 1929, Panait Istrati¹¹ exposait chiffre à l'appui cette situation, en décrivant dans quelles proportions les différentes classes du peuple russe avaient épargné et déposé leurs économies dans les caisses d'épargne pendant l'année 1926: 12 % était de l'épargne d'ouvriers ; 3,6 % de paysans, alors que les fonctionnaires et d'autres catégories non spécifiées avaient déposé 56.7 %.

La nouvelle catégorie des chefs ouvriers et des ouvriers spécialisés « stakhanovistes » est en passe d'appuyer la nouvelle bourgeoisie technico-bureaucratique.

Les ouvriers non spécialisés constituent le véritable prolétariat industriel. En 1935 le salaire moyen de cette catégorie, si on considère les prix de l'alimentation durant cette même année était un salaire de famine, car il était entre 100 et 150 roubles par mois. À Moscou, par exemple, un kilo de pain blanc coûtait de 2 à 6 roubles, la viande coûtait de 10 à 15 roubles le kilogramme, et un kilogramme de beurre de 28 à 30 roubles. Un billet de tramway de 10 à 25 kopeks (c'est-à-dire un quart de rouble), et un billet de métro 50 kopeks (un demi rouble).

Les *Izvestia* du 9 mai 1935 indiquaient qu'un chef d'atelier des hauts fourneaux de Krivoi Rog (Ukraine) avait reçu un salaire (pour le mois d'avril) de 3.300 roubles. *L'Humanité*, quotidien bolchevique de Paris, dans son édition du 16 décembre 1935 parlait d'un ouvrier qui touchait 4.361 roubles en 24 jours et d'un autre qui en avait reçu 233 pour un seul jour de travail.

Le 15 décembre 1935 *L'Humanité* annonçait que les caisses d'épargne d'URSS avaient une réserve de 4.256.000 roubles supérieur à celle du 1 décembre 1934. En 1936 (du 1 janvier au 11 mai) le total de l'épargne a augmenté de 403 millions de roubles contre 261 millions pour la période correspondant à 1935. Messieurs Lewis et Abramson, qui sont allés en Russie pour le compte du BIT (Bureau Internationale du Travail) de Genève, ont publié récemment un rapport qui confirme l'accentuation de la différenciation dans les salaires dans l'industrie.

« Dans l'industrie métallurgique l'échelle des salaires la plus fréquemment appliquée comprend huit niveaux (ou catégories). Le tarif de l'ouvrier le moins qualifié est représenté par le coefficient 1, et celui de la classe suivante par le coefficient 1,15 et progressivement 1,32, 1,52, 1,83, 2,17, 2,61 et enfin 3,13. »

Travail aux pièces, échelle de salaires, système de primes : tout cela crée une petite-bourgeoisie qui soutient la bourgeoisie moyenne technico-bureaucratique et retarde la « troisième révolution », préconisée par l'opinion révolutionnaire, en consolidant la dictature d'un clan.

¹¹ L'ouvrage est, en fait de trois auteurs Panait Istrati, Victor Serge, Boris Souvarine. Voir Frédérica Zéphir: [<http://revel.unice.fr/loxias/index.html?id=7351>]. On remarque que Berneri a choisi des exemples très modérés, en laissant des faits comme : « Trois membres de l'association des «écrivains prolétariens» ont été arrêtés pour avoir entraîné chez eux une jeune communiste, l'avoir enivrée et violée ; la victime s'est suicidée. (*Rabotchaïa Gazeta*, 31 mars 1928) » *Vers l'autre flamme*, Paris, Rieder, 1929, p. 288. Les auteurs notaient que les critiques publiées dans la presse en URSS étaient toujours fragmentaires, sans jamais remettre en cause le régime, p. 259.

Ce phénomène de reconstitution des classes « grâce à l'État » a été prévu et dénoncé par nous violemment. L'opposition léniniste ne réussit pas à approfondir l'examen étiologique du phénomène et c'est pour cela qu'elle n'arrive pas à réviser la position léniniste devant le problème de l'État et de la Révolution.¹²

Camilo Berneri 1897- 1937

Assassiné le 5 mai 1937, le cadavre de Camillo Berneri fut trouvé près du siège du gouvernement de la Catalogne, avec une blessure par balle dans la poitrine et une autre dans la tête.

Quelques heures auparavant, il avait été arrêté par douze personnes en uniforme [apparemment de la police catalane et du PSUC, le PC catalan], source *Solidaridad Obrera*, 10 mai 1937, quotidien de la CNT.

«Camillo Berneri, idéaliste sublime, chanteur de la révolte, amant de l'humanité, a été bassement assassiné à Barcelone, le 5 mai 1937. C'était à cause de son opposition audacieuse aux activités insidieuses des sicaires de Staline en Espagne, qu'il avait provoqué le courroux du Torquemada soviétique, il devait donc mourir.»



(Première phrase de la présentation d'Emma Goldman, mars 1938 dans le livre *Pensieri e Battaglie*, composé de textes posthumes, édité par le Comité Camillo Berneri, Paris, 05.05.1938.

Le camarade italien Camilo Berneri a été d'abord militant dans les jeunesses socialistes qu'il a abandonnées pour devenir anarchiste en 1915. Il a ensuite enseigné la philosophie et a eu une activité antifasciste dans son pays, mais il dut s'exiler clandestinement en 1926.

Il a connu comme tant d'autres antifascistes italiens les expulsions entre la France et la Belgique. Dès qu'il a su qu'un putsch militaire avait été en partie vaincu en Espagne, il arriva à Barcelone pour participer à l'organisation des volontaires antifascistes italiens (anarchistes et socialistes anti léninistes du groupe *Giustizia e Libertà* de Carlo Rosselli) dans la colonne anarchosyndicaliste Ascaso en Aragon.

La forte myopie de Berneri l'obligea à rester à Barcelone où il s'occupait des besoins des volontaires italiens et de la propagande en italien à la radio et dans la presse. Les critiques de Berneri de la collaboration gouvernementale de la CNT et de sa complaisance vis-à-vis de l'URSS l'éloignèrent des instances confédérales.

Les assassins, la chaîne de commandement et les documents en rapport, comme dans le cas d'Andrés Nin, dirigeant du POUM, n'ont pas été identifiés jusqu'à aujourd'hui.

¹² Article paru dans le périodique en italien édité par la CNT à Barcelone « *Guerra di Classe* » n°2 du 17 octobre 1936, page 4 et signé C.B traduction « *Noir et Rouge* » [Frank Mintz] 12-1964. La traduction a été complétée, avec des notes, 07.12.2016.